

**Revue de presse  
élaborée à partir de revues spécialisées**

**MARS 2007**

## FINANCES

### **Les finances des collectivités locales en 2006**

Le rapport de l'Observatoire des finances locales dresse depuis maintenant onze ans un état des lieux des finances locales, mission ambitieuse et complexe qui permet chaque année de nourrir le débat entre les parties prenantes

Le Moniteur - 16/03/2007

### **Banques-collectivités : des comptes... à régler !**

L'histoire économique nous enseigne que, structurellement, les relations commerciales entre secteurs marchands et non marchands se déséquilibrent avec le temps, a fortiori quand elles ne sont pas régulées. Il semble que ce soit l'histoire des relations entre banques et collectivités.

La Lettre du Cadre Territorial - 19/03/2007

## FISCALITE LOCALE

### **Les nouvelles écotaxes**

Plusieurs mesures de la loi de finances rectificative pour 2006 concernent les collectivités territoriales dans les domaines de la protection de la nature, de la lutte contre les changements climatiques et dans le domaine des déchets.

Journal des Maires - 01/03/2007

## FCTVA / TVA

### **Mieux profiter de la récupération de la TVA**

Deux instructions ont changé les règles de récupération de la TVA par voie fiscale.  
La Gazette des Communes - 26/03/2007

## COMPTABILITE

### ***Pour une comptabilité de gestion dans le service public local***

Le contrôle des coûts est le corollaire du contrôle des performances que cherche à promouvoir au niveau de l'Etat la loi organique sur les lois de finances du 1er août 2001  
La Lettre du Financier Territorial - 01/03/2007

# CONSOLIDATION

## INFORMATIQUE / TIC

### **La France à l'écoute des bonnes pratiques**

Pour lancer son nouveau portail de démarches administratives en ligne, la France s'est inspirée des meilleurs sites étrangers. Australie, Singapour, Royaume-Uni... Les modèles sont multiples.  
Acteurs Publics - 01/03/2007

### **Déploiement de la couverture numérique**

Rapport de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire  
La Gazette des Communes - 12/03/2007

## RESSOURCES HUMAINES

### **Gestion des RH : nouvelles règles, nouveaux enjeux pour les Maires**

L'assouplissement du statut de la fonction publique territoriale pour la gestion des personnels donne aux maires employeurs les moyens de devenir de véritables managers. Grâce, notamment à la réforme des quotas d'avancement et à la nouvelle place faite à la formation  
Le Courrier des Maires - 01/03/2007

### **La fonction publique territoriale réformée in extremis**

Le projet de loi relatif à la fonction publique territoriale a été adopté à quelques jours de la clôture de la session parlementaire. Et le chantier réglementaire sur la réforme de la catégorie C vient également de s'achever.  
Maires de France - 01/03/2007

### **Les employeurs peuvent désormais prendre en charge les mutuelles**

Adoptée le 2 février 2007, la loi de modernisation de la fonction publique a légalisé la participation des employeurs au financement des mutuelles.  
Maires de France - 01/03/2007

### **Les acrobates de l'évaluation publique**

L'évaluateur doit maîtriser tous les aspects du fonctionnement de la collectivité et pouvoir s'émerger dans tous les dossiers  
La Gazette des Communes - 05/03/2007

### **Recrutement : concurrence. ou surenchère ?**

En matière de recrutement, les plus grosses collectivités alignent les arguments décisifs : rémunération, confort, temps de travail... Aurai-elles gagné la partie au détriment des communes ? Pas sûr, car pour beaucoup, le « vrai métier » de territoire reste dans les communes.  
La Lettre du Cadre Territorial - 15/03/2007

### **270 collectivités landaises dématérialisent leur paie**

Depuis septembre 2006, la dématérialisation des états de paie mensuels est opérationnelle dans le département des Landes.  
La Gazette des Communes - 19/03/2007

### **La mise à disposition : principe fondamental de gestion de la fonction publique et ouverture au privé**

La mise à disposition, définie, jusqu'à la loi du 2 février 2007 (L n° 2007-148 : JO 6févr. 2007, p. 2160), comme la situation du fonctionnaire qui demeure dans son corps d'origine, est réputé occuper son emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui effectue son service dans une autre administration que la sienne, est une modalité de la position d'activité du fonctionnaire.  
La Semaine Juridique - 19/03/2007

### **La modernisation des cumuls d'activités des agents publics**

La loi du 2 février 2007, tout en maintenant le principe général d'interdiction du cumul d'activités, a assoupli les règles relatives à la déontologie des agents publics en créant notamment de nouvelles dérogations. En contrepartie, le rôle de la commission de déontologie a été renforcé, son champ d'intervention accru et sa composition améliorée.  
La Semaine Juridique - 19/03/2007

### **Une loi de dénaturation de la fonction publique**

La nouvelle loi contient des dispositions qui constituent autant d'atteintes caractérisées à la conception française de la fonction publique  
La Semaine Juridique - 19/03/2007

### **Intégrer la fonction publique**

Le panorama des métiers, le calendrier des concours et toutes les informations utiles  
La Gazette des Communes - 26/03/2007

### **Les spécificités de la gestion des ressources humaines dans la Fonction publique territoriale**

Face aux défis économiques, sociaux et technologiques des années 2000, la qualité du management des ressources humaines est un facteur clé de succès essentiel » (Peretti J.-M., Ressources humaines, Vuibert, Coll. « Gestion », 7ème. éd., 2002, p. 3). Ce qui est vrai pour l'entreprise privée l'est tout autant, depuis essentiellement le début des années .1990, pour les collectivités publiques (voir à cet égard le site internet du colloque international qui s'est déroulé à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille II, les .15.et, 16 juin 2005 : <http://colloque-grh.univ-lille2.fr>), et plus spécifiquement les collectivités locales

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/03/2007

### **Une clarification des règles de déontologie**

Un agent public qui souhaite exercer une nouvelle activité hors de l'administration ne peut le faire que si cette activité est compatible avec les fonctions qu'il exerçait précédemment. Les règles relatives à l'accès des agents publics au secteur privé, issues du Code pénal et du Statut général des fonctionnaires, sont l'objet d'améliorations particulières dans la récente loi n° 2007- 148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/03/2007

## GESTION INTERNE

## INTERCOMMUNALITE

### **Communes et EPCI : la mise à disposition de services**

Un objectif de rationalisation interne des services par voie de convention de mise à disposition de services  
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/03/2007

### **Nouvelles mesures pour l'intercommunalité**

Une circulaire de la Direction générale des collectivités locales (DGCL) datée du 26 janvier 2007 (MCT/B/O7/OOOO8/C) a présenté aux préfets les informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2007.

Journal des Maires - 01/03/2007

### **Intercommunalité à fiscalité propre : bilan et perspectives**

L'intercommunalité à fiscalité propre, qui a connu un essor remarquable depuis 1999, fait face aujourd'hui à une importante masse d'analyses critiques qui se concentrent essentiellement sur le coût de cette intercommunalité nouvelle

Le Moniteur - 02/03/2007

### **Les enjeux du transfert de la compétence «organisation des transports urbains» aux intercommunalités à fiscalité propre**

Les enjeux relatifs au développement des transports urbains à l'échelle intercommunale deviennent de plus en plus perceptibles, dans un contexte de transformation rapide du paysage intercommunal, des périmètres de planification et de gestion des territoires à l'échelle locale. Si la pertinence du périmètre d'action dépend du degré d'autonomie du groupement de communes, la poursuite du processus de décentralisation conduit les départements à être de moins en moins concernés par le développement des services de transports collectifs. Le transfert de la compétence relative aux transports urbains aux intercommunalités démontre également les concurrences qu'elles se livrent parfois avec les communes membres.

AJDA - 05/03/2007

## METP / PPP

## SEM / HLM

## ASSOCIATIONS

### **Dépenses électorales : l'augmentation discrète du plafond**

Décret 2007-140 du 1er février 2007  
Juris Associations - 01/03/2007

### **Fusion, scission, apport partiel d'actifs**

L'approche comptable n'a pas pour objectif de déterminer une parité, mais de s'assurer de l'existence et de l'exhaustivité des actifs et passifs transmis. Elle permet également de déterminer la meilleure solution juridique à retenir pour effectuer le rapprochement.  
Juris Associations - 01/03/2007

### **Les associations en quête d'âme**

Dans le débat public, les associations sont devenues des acteurs indispensables. Rançon de leur succès, elles se sont rigidifiées en se professionnalisant. Pour retrouver toute leur efficacité, elles doivent redéfinir leur lien avec les pouvoirs publics et favoriser l'émergence de nouvelles formes associatives.  
Acteurs Publics - 01/03/2007

### **Les communes et le milieu associatif : des relations constructives**

Second volet de notre enquête consacrée aux relations entre les municipalités et les associations. Malgré quelques inégalités, le tandem semble bien fonctionner dans de nombreux domaines.  
Journal des Maires - 01/03/2007

### **Les indicateurs de la transparence : un outil pour les associations**

La transparence se compose de trois dimensions : l'information financière, la gouvernance et l'évaluation  
Juris Associations - 01/03/2007

### **Les subventions et la TVA : les conséquences dans le secteur culturel**

Les récentes décisions de la jurisprudence et plusieurs instructions fiscales ont modifié le régime applicable aux subventions au regard de la TVA. Récupération de la TVA à 100 % ? Non-imposition à la TVA des subventions ? Autant de questions que se posent les associations, particulièrement celles du secteur culturel, après la dernière instruction du 16 juin 2006.  
AJDA - 01/03/2007

### **La filialisation : une gestion alternative des activités lucratives**

Dans son instruction de synthèse, l'Administration revient sur le risque fiscal que peut générer la filialisation de ses activités lucratives par une association. Ainsi, la filialisation doit toujours être appréciée avec prudence.  
Associations mode d'Emploi - 15/03/2007

### **La rémunération des dirigeants. Des confirmations et des interrogations**

L'instruction fiscale du 18 décembre 2006 consacre une part significative de ses articles aux conditions de la rémunération des dirigeants des organismes à but non lucratif. Il s'agissait, pour l'Administration, d'effectuer une synthèse entre plusieurs textes : instructions de 1998 et 1999, lois de finances (2002) et décret du Conseil d'État. Les deux méthodes possibles sont issues, l'une, d'une tolérance administrative (régie des trois quarts du Smic), l'autre, de la loi (article 261-7-1 °-d du CGI). Aujourd'hui, quels changements et quelles conséquences ?  
Associations mode d'Emploi - 15/03/2007

### **Les nouvelles CPO : toilettage ou refonte des convention**

Etat - associations ? À quatre jours de la très attendue conférence organisée par la CPCA faisant intervenir les présidentiables sur la thématique « Que serait la vie sans les associations ? », le gouvernement a adopté une circulaire relative aux subventions de l'État aux associations et conventions pluriannuelles d'objectifs, texte venant compléter les précédentes circulaires du 1er décembre 2000 et du 24 décembre 2002  
Associations mode d'Emploi - 15/03/2007

### **Sectorisation de l'activité lucrative**

Un organisme dont l'activité principale est non lucrative peut réaliser des opérations de nature lucrative. C'est notamment le cas lorsque l'organisme estime que le développement d'une activité à caractère commercial est nécessaire à l'exercice de son activité non lucrative. Or, le maintien du caractère non lucratif de l'organisme ne sera possible, dans certaines circonstances, qu'à la condition que ce dernier sectorise comptablement l'activité lucrative, ou la filiale (cf. p. 19 et s.). S'agissant de la sectorisation, l'Administration apporte quelques précisions nouvelles qui peuvent avoir une portée pratique non négligeable.  
Associations mode d'Emploi - 15/03/2007

### **Une meilleure reconnaissance dans les relations avec les collectivités**

Les conditions de fond sont mieux encadrées et les formalités de mise en ?ouvrent assouplies. Objectif: développer les échanges entre le secteur public et le secteur associatif, à l'instar de la possibilité également prévue dans la loi de faciliter le passage d'un dirigeant associatif vers la fonction publique territoriale par un aménagement du non-cumul  
Associations mode d'Emploi - 15/03/2007

### **Secteur sanitaire et social : nomenclature**

Arrêté du 19 décembre 2006. JO 3 janvier 2007, page 77  
Bulletin des Associations, Fondations et Congrégations - 31/03/2007

### **Secteur sanitaire et social : réglementation**

Arrêtés du 19/12/2006. JO 3 janvier 2007, page 70  
Bulletin des Associations, Fondations et Congrégations - 31/03/2007

## DELEGATIONS

### **Le contrôle des dispositifs d'assainissement**

Les possibilités pour une commune de contrôler les dispositifs d'assainissement et d'intervenir en lieu et place du propriétaire ont été renforcées par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques et ce, que l'immeuble concerné soit raccordé au réseau public de collecte ou non

Journal des Maires - 01/03/2007

### **Quelle solution pour les déchets de médicaments ?**

La collecte des médicaments non utilisés par les officines n'est pas loin du point mort, et les collectivités ne sont pas indemnisées pour les emballages de médicaments jetés dans les poubelles.

Maires de France - 01/03/2007

### **Services postaux : l'ouverture complète prévue pour 2009**

La Commission européenne propose une libéralisation totale du marché des services postaux dans vingt-et-un mois.

Maires de France - 01/03/2007

### **Conditions de la prolongation provisoire d'une délégation de service public**

Si une collectivité publique peut, sans illégalité, confier la gestion du service à titre provisoire à un prestataire en vue d'assurer la continuité du service sans respecter la procédure prévue aux articles L 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce n'est qu'à la condition que l'urgence rende impossible la mise en œuvre de ladite procédure.

AJDA - 05/03/2007

### **De l'intérêt d'une procédure ouverte ?**

Par une interprétation audacieuse, le Conseil d'Etat met un terme aux décisions juridictionnelles contradictoires et aux pratiques parfois incertaines sur la date de départ du délai de 2 mois prescrit par l'article LU11-7 du Code général des collectivités territoriales.

La Gazette des Communes - 05/03/2007

### **Déchets : Imprimés non sollicités, le régime de la contribution à leur élimination**

Le décret fixant le barème de la contribution à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets d'imprimés non sollicités par les communes et groupements a été publié le 30 décembre 2006 et l'organisme chargé de percevoir cette contribution et de la verser aux collectivités locales a été agréé par un arrêté du 19 janvier 2007. Le taux de contribution à la tonne d'imprimés est identique pour tous les redevables, mais l'aide versée aux collectivités locales est modulée en fonction du mode d'élimination retenu. Cette contribution peut être apportée en nature.

La Semaine Juridique - 05/03/2007

### **Délégation de service public**

Le conseil municipal, lorsqu'il entend autoriser le maire à signer une délégation de service public, doit se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat à intervenir.

La Semaine Juridique - 05/03/2007

### **La jurisprudence commune de Montélimar s'applique aux délégations de service public**

Le conseil municipal, lorsqu'il entend autoriser le maire à signer une délégation de service public, doit se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat à intervenir.

La Semaine Juridique - 05/03/2007

### **Organismes privés chargés d'une mission de service public**

CE, sect., 22 févr. 2007, n° 264541, Assoc. personnel relevant des établissements pour inadaptés : Juris-Data n° 2007-071473 ; Rec, CE 2007, à paraître

La Semaine Juridique - 05/03/2007

**✚ Organismes privés chargés d'une mission de service public**

CE, sect., 22 févr. 2007, n° 264541, Assoc. personnel relevant des établissements pour inadaptés : Juris-Data n° 2007-071473 ; Rec. CE 2007, à paraître  
La Semaine Juridique - 05/03/2007

**✚ Validation législative : la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 et les contrats publics d'eau et d'assainissement conclus avant l'avis du Conseil d'État, Préfet de la Côte-d'Or**

Loi n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art 101, VII : JO 31 déc. 2006, p. 20285 ; JCP A 2007, act 1 La Semaine Juridique - 05/03/2007

**✚ La composition des commissions de délégation de service public modifiée**

L'article 56 de la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques donne désormais la possibilité pour des agents de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale de participer avec voix consultative à la commission d'ouverture des plis contenant les offres dans le cadre d'une délégation de service public.

La Semaine Juridique - 19/03/2007

**✚ Comment obtenir d'une commune le paiement d'une dépense obligatoire ?**

CE 6 avril 2007, Syndicat intercommunal d'adduction d'eau et d'assainissement d'eau de la vallée de Béthune, n° 284544.  
AJDA - 23/03/2007

**✚ Délégation de service public: choix du délégataire**

Arrêt n° 297846 - Conseil d'Etat -Préfet des Alpes Maritimes  
Le Moniteur - 23/03/2007

**✚ La répartition des compétences entre maire et conseil municipal appliquée aux contrats de délégations de service public**

Lorsqu'il entend autoriser le maire à souscrire une convention de délégation de service public, le conseil municipal doit, sauf à méconnaître l'étendue de sa compétence, se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat à intervenir, au nombre desquels figurent notamment l'objet précis de celui-ci ainsi que les éléments financiers exacts et l'identité de son attributaire

AJDA - 26/03/2007

**✚ Des enseignes pour un « accès universel »**

Les enseignes nationales, outre une labellisation des opérateurs sur des critères de qualité de service, devraient être en mesure de proposer des prestations bien adaptées correspondant à la demande des personnes. Manière, aussi, de structurer le secteur des services à la personne.

Juris Associations - 28/03/2007

## DIVERS

### **Service public : gestion privée**

Le Conseil d'Etat précise les critères permettant de déduire qu'une personne privée est effectivement chargée de la gestion d'un service public.  
La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **La décentralisation culturelle : bilan et perspectives**

Un état des lieux et une évaluation des récentes réformes en matière culturelle montrent que la relance de la décentralisation culturelle passe moins par une nouvelle répartition des compétences entre Etat et collectivités territoriales que par le développement d'une logique de coopération et de partenariat associant les acteurs locaux.  
AJDA - 19/03/2007

### **Collectivités territoriales et musées**

A l'heure actuelle, on dénombre en France plus de 7000 musées de toute nature et de tout type qui connaissent un succès grandissant auprès du public et occupent une place sans précédent au sein de la société française. Toutefois, un peu moins de 2000 musées ont le label de "Musée de France"  
Collectivités Territoriales (Lamy) - 22/03/2007

### **Établissements publics : l'établissement public industriel et commercial au cœur des mutations du droit administratif**

Suite à une décision récente du Tribunal des conflits, le présent commentaire fait le point sur trois questions d'actualité relatives aux Epic : sort des contrats conclus par un Epic privatisé, notion d'établissement à double visage et possibilité de recourir à l'arbitrage.  
La Semaine Juridique - 26/03/2007

## MARCHES PUBLICS

### **Clarification sur la composition de la commission de DSP**

L'article L. 1411-5 CGCT modifié élargit aux « agents compétents » la participation à une délégation de service public, y compris lors des phases délibératives.  
Contrats Publics - 01/03/2007

### **Concessions d'aménagement : des marchés publics par principe... selon le juge communautaire !**

Le juge communautaire vient, par une décision très attendue, d'indiquer que les concessions d'aménagement régies en droit français par la loi du 20 juillet 2005 et le décret du 31 juillet 2006, étaient des marchés publics au sens des directives communautaires.  
La Lettre du Cadre Territorial - 01/03/2007

### **Les accords-cadres et marchés exclus du code**

Le code du 1er août 2006 a rajouté de nouveaux cas d'exclusion prévus dans la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004.  
Le Courrier des Maires - 01/03/2007

### **Quelques précisions utiles sur les accords-cadres**

Les acheteurs publics ont à leur disposition, depuis l'entrée en vigueur du dernier code des marchés publics le 1er septembre 2006, un nouvel instrument contractuel : l'accord-cadre. Cela résulte de la transposition complète de la directive communautaire 2004/18/CE du 31 mars 2004 qui en traite dans ses articles I-§ 5 et 32.  
Contrats Publics - 01/03/2007

### **Questions / réponses sur la réforme du Code des marchés publics de 2006**

La session de chat sur le site du Minefi du mois de septembre dernier consacrée à la réforme 2006 du Code des marchés publics a connu un tel succès que Jérôme Grand d'Esnon, directeur des Affaires juridiques au Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie, n'a pu répondre à toutes les interrogations.  
Le Moniteur - 02/03/2007

### **Un vrai décalage pour les marchés en groupements d'entreprises**

Au fil des différentes réformes du code des marchés publics, le texte du CCAG Travaux est devenu progressivement désuet notamment en ce qui concerne les groupements d'entreprises. Les différentes catégories de groupements, l'étendue et les effets de la solidarité, ou l'étendue de la mission du mandataire débouchent sur certaines difficultés  
Le Moniteur - 02/03/2007

### **La loi MOP prévoit-elle l'obligation de recourir au concours pour les pouvoirs adjudicateurs non soumis au code des marchés publics ?**

Les pouvoirs adjudicateurs non soumis au code des marchés publics ne sont pas tenus par la loi MOP de recourir au concours. Ce point de vue d'une grande partie de la doctrine est aussi celui de l'administration.  
AJDA - 05/03/2007

### **Les chambres régionales et territoriales des comptes depuis l'arrêt Martinie de la CEDH**

L'arrêt Martinie c/ France a donné lieu à de très nombreux commentaires, portant, pour la plupart sur la question de la présence du commissaire du gouvernement au délibéré devant les juridictions administratives. Cependant les conclusions que la Cour européenne des droits de l'homme a tirées de ce litige né devant une chambre régionale des comptes ont eu aussi promptement des effets pour les juridictions financières. Dans les limites de ce que permettent les textes, les chambres ont modifié des pratiques qui semblaient incompatibles avec les exigences de la CEDH. Des modifications réglementaires seront sans doute cependant nécessaires.  
AJDA - 05/03/2007

### **Commissions d'appel d'offres : le rôle du comptable du Trésor**

Circulaire relative au rôle du comptable dans le cadre des commissions d'appel d'offres ou jurys du secteur public local. Elle replace la participation des comptables dans son environnement juridique et en précise les principes généraux

Le Moniteur - 09/03/2007

### **Discrimination négative Les marchés publics devraient être un accélérateur de croissance pour les PME.**

A quand un véritable "Small Business Act" à l'américaine.

Le Nouvel Economiste - 15/03/2007

### **Les critères de sélection des offres dans les «marchés publics sans prix»: l'exemple des contrats de mobilier urbain**

Lorsque l'acheteur public ne retient qu'un seul critère de sélection des offres, celui-ci doit être obligatoirement le prix. En revanche, lorsque plusieurs critères sont retenus par la personne publique, le prix ne figure pas forcément parmi ceux-ci.

AJDA - 19/03/2007

### **Présentation des dossiers en CMPE**

La présente instruction, prise en application du code des marchés publics et du décret n° 2007-61 du 16 janvier 2007 relatif à la commission des marchés publics de l'État, est destinée, d'une part à exposer les modalités d'application de ces deux textes, d'autre part à servir de règlement intérieur de la commission. Elle a été rédigée en collaboration avec la CMPE.

Le Moniteur - 23/03/2007

### **Retour sur l'arrêt « Auroux »**

L'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes du 18 janvier 2007, qui qualifie une convention d'aménagement de marché public de travaux communautaires, n'a pas vraiment surpris les praticiens mais suscite toujours autant d'interrogations.

Le Moniteur - 23/03/2007

### **Le délit de favoritisme peut être poursuivi quel que soit le montant du marché**

La violation des principes de transparence et d'égalité d'accès constitue un délit quel que soit le montant du marché.

AJDA - 26/03/2007

### **Marchés publics : candidatures**

Un prestataire ayant participé à la phase préparatoire d'un marché public peut difficilement, ensuite, présenter une offre pour ce même marché.

La Gazette des Communes - 26/03/2007

### **Mise en concurrence : trop de transparence tue la concurrence**

La communication du procès verbal de la commission d'appel d'offres en cours de procédure, en réponse à la demande d'un candidat, entraîne l'illégalité de la consultation. L'application du jeu de la concurrence et les obligations de publicité et de mise en concurrence sont méconnues dès lors que les raisons du rejet de la candidature de l'intéressé, mais également une analyse de l'ensemble des offres avec les prix et les délais d'exécution proposés par les autres candidats, figuraient sur ce document.

La Semaine Juridique - 26/03/2007

### **Une plateforme d'e-administration pour les collectivités bretonnes**

L'outil créé par le syndicat mixte Mégalis Bretagne permet de dématérialiser la commande publique, à coûts réduits

La Gazette des Communes - 26/03/2007

### **Commande publique : l'information et l'indemnisation des candidats évincés**

Les entrepreneurs candidats ne disposent pas, en principe, d'un droit à l'attribution d'un marché ou d'une délégation de service public. Le choix de l'attributaire et la dévolution de la commande publique doivent être faits en respectant le jeu de la concurrence. L'information des candidats évincés fait intégralement partie des règles de mise en concurrence et peut conduire à leur indemnisation dans le cadre des procédures de plus en plus contraignantes pour l'acheteur public

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/03/2007

# EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

## INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

### **Les pôles d'excellence rurale en question : un bilan mitigé**

Près de 400 projets locaux ont été labellisés dans le cadre des pôles d'excellence rurale. Pourtant sur le terrain, le bilan semble très mitigé du point de vue des acteurs locaux.

Journal des Maires - 01/03/2007

### **Les nouveaux assouplissements communautaires**

Etendu à de nouvelles activités, le montant du seuil «de minimis» est réévalué et de nouvelles formes d'aides sont prises en compte.

La Gazette des Communes - 05/03/2007

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

## ENVIRONNEMENT

### **Déchets : la bataille européenne des incinérateurs**

Le Parlement européen classe l'incinération comme un mode d'élimination des déchets et non pas de valorisation. Et la révision de la directive-cadre sur les déchets est l'occasion de fixer de nouveaux objectifs contraignants.

Maires de France - 01/03/2007

### **Les régions font valoir le "préjudice écologique"**

Le procès sur les responsabilités du naufrage de l'"Erika" s'ouvre le 12 février devant la 11<sup>ème</sup>. chambre du tribunal correctionnel de Paris.

La Gazette des Communes - 08/03/2007

### **Installations de stockage de déchets inertes**

Circulaire du 20/12/2006

Le Moniteur - 23/03/2007

### **Une solution pour économiser l'énergie : les certificats blancs**

Avec la loi du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique, la France s'est dotée d'un nouvel instrument économique de réduction des dépenses énergétiques : les certificats d'économie d'énergie

Le Moniteur - 23/03/2007

## DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

# CONTROLE INTERNE

# CONTROLE PRIVE

# CONTROLE PUBLIC

## MONDE, EUROPE

### **La refonte des principes de l'action internationale des collectivités territoriales**

Deux ans après l'adoption de la loi du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement (l. n° 2005-95 : JO 10 févr. 2005, p. 2202; JCP A 2004, act. 490), l'Assemblée nationale a adopté une nouvelle proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements. Ce texte, à l'apparence anecdotique, comporte en réalité une véritable refonte des principes de la coopération décentralisée.

La Semaine Juridique - 05/03/2007

### **La coopération décentralisée des collectivités territoriales : d'un mode d'exercice des compétences à une compétence spécifique**

Depuis très longtemps, les collectivités territoriales mènent des actions à l'extérieur de leur territoire et même à l'extérieur du territoire français. Seulement, malgré les évolutions législatives réalisées depuis les années 80, le cadre juridique a toujours été un peu en retard au regard des pratiques et des souhaits des élus locaux. La nouvelle loi vient sécuriser et conforter les actions menées, tout en transformant, dans le même temps, la nature de cette coopération décentralisée

Collectivités Territoriales (Lamy) - 22/03/2007

## PATRIMOINE

### **Eglises et objets du culte : l'apport du CG3P**

L'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2006 du Code général des propriétés des personnes publiques (CG3P) permet désormais de résoudre certaines difficultés relatives aux biens affectés au culte  
Journal des Maires - 01/03/2007

### **L'aménagement indispensable, un critère discutabile de réduction du domaine public**

L'aménagement indispensable, qui se substitue à l'aménagement spécial, est considéré, par les rédacteurs du code général de la propriété des personnes publiques comme le nouveau critère réducteur du domaine public. Sa propension à contenir la domanialité publique semble toutefois discutabile du point de vue sémantique, en raison du recoupement qu'il sous-tend avec l'ancien critère. En revanche, la maîtrise domaniale apparaît clairement de son appréhension pragmatique par l'exclusion des théories attachées à l'aménagement spécial et les dispositions restrictives du code  
AJDA - 19/03/2007

### **Entretien du patrimoine immobilier de l'Etat**

Analyse des conditions techniques et financières de la réalisation des travaux d'entretien  
Le Moniteur - 30/03/2007

## URBANISME

### **La clarification du régime des autorisations**

Le décret du 5 janvier 2007 aborde tout à la fois les questions relatives aux documents d'urbanisme, aux opérations d'urbanisme, aux participation et taxes d'urbanisme et aux règles générales d'urbanisme  
Le Courrier des Maires - 01/03/2007

## Responsabilités des élus et des fonctionnaires

### **Le domaine public mobilier au regard du code général de la propriété des personnes publiques**

Le code général de la propriété des personnes publiques met en lumière une séparation des domaines publics mobilier et immobilier. S'il met ainsi fin à un siècle et demi d'errements jurisprudentiels, il n'en demeure pas moins cependant qu'il demeure silencieux sur bien des aspects du régime de la domanialité publique mobilière.

AJDA - 26/03/2007

## RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

### **Une commune peut être responsable d'une faute grave et personnelle du maire**

La gravité de la faute personnelle d'un maire, non dépourvue de lien avec le service, n'empêche pas la victime de rechercher la responsabilité de la collectivité pour obtenir réparation du préjudice subi du fait de cette faute.

AJDA - 12/03/2007

# CORRUPTION

## INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

### **Du nouveau dans les relations administration-citoyens ?**

Issu d'un projet plus ambitieux, le décret du 28 novembre 1983 a été régulièrement critiqué, du fait notamment de sa portée limitée, jusqu'à l'abrogation récente de ses dernières dispositions. Les trois parties du décret ont connu des fortunes diverses: les règles de la procédure administrative non contentieuse ont été portées au niveau législatif (par la loi du 12 avril 2000) ; celles sur les commissions ont été reprises et complétées dans un nouveau décret (du 8 juin 2006); les premiers articles (sur la valeur des circulaires et l'abrogation des règlements illégaux) ont disparu d'une manière plus étrange.  
AJDA - 26/03/2007

### **Le rapport Lafon sur la simplification de l'activité des collectivités territoriales**

Le rapport émet un certain nombre de propositions concrètes, en particulier dans les domaines jugés prioritaires comme la M14, l'achat public et le fonctionnement interne des collectivités. Il propose d'élargir les possibilités de mutualisation des moyens dans le cadre de l'intercommunalité. Il souhaite une intensification de la modernisation du contrôle de légalité  
La Semaine Juridique - 26/03/2007

## COMPTES DE CAMPAGNE

### **Financement des partis politiques : stable pour l'année 2007**

Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques est fixé pour l'année 2007 à 73210533, 57 euros", a indiqué un décret du ministère de l'Intérieur, publié le 27 janvier au Journal officiel, soit pratiquement la même distribution qu'en 2006.

Acteurs Publics - 01/03/2007

### **La communication institutionnelle en période électorale**

Même si l'élu sortant n'est pas directement promu par une campagne de communication institutionnelle de sa collectivité (il s'agirait alors d'un avantage interdit par l'article L52-8 du Code électoral), la promotion des actions publiques, dans les six mois précédant une élection, est encadrée par la loi.

Le Courrier des Maires - 01/03/2007

### **L'organisation des opérations de vote**

Les maires doivent préparer l'organisation des bureaux de vote pour l'élection présidentielle (22 avril et 6 mai 2007) et les législatives (10 et 17 juin 2007).

Le Courrier des Maires - 01/03/2007

### **Comptes de campagne : site internet**

Si un candidat dispose d'un site internet personnel non utilisé en vue d'une élection, les frais afférents n'ont pas à être intégrés dans le compte de campagne.

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **Elections : la communication sous haute surveillance**

Sous ses apparences sévères, la législation autorise de multiples pratiques. C'est tout du moins l'interprétation qu'en a donnée le juge administratif dans de nombreux arrêts, complexes à décrypter parfois, contradictoires à l'occasion. Des incertitudes demeurent au chapitre internet

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **Événementiel : Prudence dans les invitations et les discours**

Les manifestations, y compris exceptionnelles, ne sont pas proscrites. Mais une certaine sobriété est recommandée.

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **Internet : des innovations raisonnables sont possibles**

Les précautions en matière de communication ne sont pas une entrave au développement des services en ligne.

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **La communication des collectivités**

Les sites internet des collectivités destinés à informer les administrés et à établir un dialogue avec les élus renforcent la confusion entre campagne électorale et communication institutionnelle

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **La maîtrise du risque passe par la coordination de tous les acteurs**

Au sein des différentes collectivités « intéressées par le scrutin », les services harmonisent leurs pratiques.

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **Magazines éditoriaux, photos, thématiques: la prudence règne**

Principaux supports de communication des collectivités, les publications suscitent un fort contentieux

La Gazette des Communes - 12/03/2007

### **Le principe d'équité entre les candidats devant les médias**

Le principe d'équité entre les candidats, devant être respecté dans le traitement par les radios et télévisions de l'actualité électorale, peut être défini en fixant deux critères tirés de la représentativité des candidats, en prenant en compte les résultats obtenus par le candidat ou la formation politique qui le soutient aux plus récentes élections, et de leur capacité à manifester concrètement l'intention affirmée d'être candidat.

AJDA - 26/03/2007

### **Le plafond de dépenses électorales est revalorisé**

Le décret n° 2007-140 du 1er février 2007 actualise les plafonds de dépenses que les candidats devront respecter, notamment dans le cadre des élections municipales et cantonales de mars 2008. Ce plafond, dont l'existence traduit la volonté du législateur français de « moraliser » la vie politique, devra être strictement respecté, sauf à encourir des sanctions politiques, pécuniaires et pénales. La connaissance de ses modalités de calcul et du périmètre des dépenses à prendre en compte n'en est que plus impérative Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/03/2007

### **1er mars 2007 : les règles de financement électoral entrent en application !**

Dans les communes de plus de 9 000 habitants, les règles applicables au financement de la campagne électorale sont entrées en application le 1er mars 2007. Tout candidat, qu'il soit déjà déclaré ou non, devra justifier, après le scrutin municipal de mars 2008, de ses recettes et dépenses à compter de cette date.

La Tribune des Petites Villes - 31/03/2007